

green is beautiful

webzine n°1 - numéro germe
artistique, écologique & éthique
version éco-conçue

7, boulevard saint marcel
75013 paris

rédaction : 09 50 25 08 08

www.green-is-beautiful.com.fr
contact@green-is-beautiful.com.fr

ce webzine est réalisé avec le soutien
de l'association loi 1901 HAPPY GREEN
n° ESNB (en cours)

vous aimez ce que nous faisons,
pour contacter l'un des membres
de green is beautiful@
adrezsez-vous à laure maud :
06 11 31 83 09

directrice de la publication : laure maud
rédactrice en chef : laure maud
direction artistique : laure maud & laurent loison
graphiste : laurent loison
rédacteurs : claire boucl, yoann derriennic,
loïc fel, tiffanie giraud, emmanuelle grundmann,
arnaud legrand, laure maud,
florence martin, giovane sainte-beuve

responsable de la communication : tiffanie giraud

tous nos remerciements à
florian dezegher, agathe utard & myriam kieffer

⟨2⟩ **ACTU**
ogm vs bio : le match truqué
le maïs transgénique mon 810...

ECO[arts]

⟨3⟩ green & blooming **jean-paul ganem**

ARTS[de vivre]

⟨4⟩ green & glam **mademoiselle bio**

⟨6⟩ mother earth **vivre bio à maui**

MODE & tendance

⟨7⟩ green attitude **araliya design**

⟨8⟩ why bother? **les talons à l'unisson**

MODE[de pensée]

⟨9⟩ green tank **changer nos habitudes**

⟨10⟩ better green than dead **trop tard pour l'arctique ?**

⟨11⟩ PENSER[droit]

nature as duty **la france au banc des accusés**

⟨12⟩ AGENDA

l'été de jean-paul ganem

⟨12⟩ **ET**[pendant ce temps-là]
les héliotropes

édito

par laure maud

Quand il s'agit de mettre en œuvre une pensée écologique, collective et militante, le premier geste est souvent de décloisonner les espaces de réflexion.

Notre parti pris a suscité quelques étonnements : voici un webzine dont les auteurs semblent plus souvent tremper leur plume dans le vitriol, composé chimique toxique, sel acide et sulfureux, que dans une eau florale aux vertus apaisantes, et nous parlent d'écologie en nous parlant de mode. Voici une journée d'étude fort enrichissante, et bien hétéroclite ou universitaires reconnus, historiens de l'art et scientifiques côtoient des portes paroles d'ONG et des représentants d'institutions du monde économique. Que nous vaut donc ce joli bouquet composé de motifs réflexifs à la fois experts, ludiques et décalés ?

La démonstration que la compréhension de la vie végétale et animale ne se ferait pas sans la compréhension de ses interactions, compositions, associations, fut le premier geste des écologistes scientifiques. Nous nous en inspirons pour parler de ce monde en interdépendance, où la diversité des sujets traités est souvent un moyen de montrer comment les mêmes systèmes logiques se croisent.

Les problématiques environnementales et sociales sont des sujets complexes, et pourtant les initiatives de l'économie durable et équitable sont souvent inspirées de principes méthodologiques très simples : l'équité, le respect, la cohérence.

Le land art et l'aménagement du territoire sont des disciplines bien différentes qui chacune ouvre sur des interprétations de l'espace et oeuvre sur la réalité d'un monde où le geste juste et la pertinence permettent de mettre en mouvement le corps ou l'émotion.

Vous vous demandez pourquoi autant d'articles et de photographies de mode ?

Le coton est la culture la plus polluante du monde ; les cultures de coton utilisent à elles seules 24 % des pesticides vendus dans le monde alors qu'elles ne représentent que 2,4 % de la surface agricole mondiale. Les conditions de vie des paysans et des ouvriers du textile dans les pays en voie de développement sont des plus honteuses. Il est essentiel de montrer qu'on peut continuer à s'habiller sans forcément détruire ou exploiter car une mode écologique (chanvre, matières recyclées, coton bio...) et équitable existe. Cette mode-là propose des représentations simples et plus ancrées dans la réalité, elle ne propose pas du rêve formaté mais une envie de bien-être et de respect.

ogm vs bio : le match truqué

peut-on aujourd'hui encore réellement choisir
ce que nous souhaitons manger ?

Alors que la FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations) vient juste de publier son rapport "agriculture biologique et sécurité alimentaire" plébiscitant ce mode d'agriculture et incitant les Etats à l'intégrer dans leurs priorités, l'Union européenne porte, en ce mois de juin 2007, un coup fatal à la filière BIO.

L'UE a en effet voté la mise en place d'un seuil de tolérance de 0,9 % pour la contamination accidentelle des produits bio par des OGM, contre l'avis des parlementaires européens qui avaient voté un amendement visant à abaisser ce seuil à 0,1 % pour les produits biologiques. Aujourd'hui, BIO et agriculture dite conventionnelle se retrouvent donc, sur ce point, logés à la même enseigne. Or, n'est-ce pas le propre du BIO que d'être sans produit chimique de synthèse tel qu'engrais, produits phytosanitaires ou encore OGM comme l'énonce notamment le décret français du 10 mars 1981 ? Le consommateur remplissant son panier de produits biologiques par souci de santé et de respect de l'environnement était jusqu'alors assuré d'un estampillage "garantie 100 % sans OGM" ce qui ne va plus être le cas.

La dictature des OGM et des grandes multinationales de l'agro-alimentaire ont ici réussi un coup de maître, imposant ces chimères biologiques alors que l'effet des OGM sur la santé n'est pas encore connu et que les problèmes de pollution génétique se multiplient. Ce coup de couteau dans le dos de la filière biologique risque par ailleurs d'ouvrir la porte vers d'autres dérives et à terme de mettre à sac un mode d'agriculture respectueux de l'environnement qui, par ailleurs, a bien d'autres vertus comme le note la FAO. En effet, l'agriculture biologique peut dans certains cas, aider à lutter contre la dégradation naturelle de certains milieux et va briser le cercle vicieux dans lequel se trouvent un grand nombre d'exploitants agricoles n'ayant d'autre choix que celui de s'endetter toujours plus pour acheter intrants et semences associées. Par ailleurs, la demande de main-d'œuvre – plus élevée qu'en agriculture dite "conventionnelle" – offre également de nombreuses opportunités d'emplois dans ce secteur et permettrait la préservation d'un mode de vie rural.

par emmanuelle grundmann

le maïs transgénique mon 810 reste autorisé en france

La France vient d'annoncer après un nouvel examen environnemental de la Commission du Génie Moléculaire, qu'il n'y avait pas d'éléments de nature à remettre en cause la culture du maïs transgénique MON 810.

Il faut rappeler que le maïs MON 810, produit par le semencier américain Monsanto, capable de produire une toxine destinée à le protéger de la pyrale du maïs et ainsi de le protéger de papillons dévoreurs de la plante est la seule espèce génétiquement modifiée aujourd'hui cultivée à hauteur de 30.000 ha par an.

Cependant, un rapport de l'association Greenpeace vient de montrer une possible contamination des sols. De l'autre côté du Rhin, le gouvernement allemand a lui-même décidé, du fait de l'insuffisance d'évaluation environnementale du dossier initial du MON 810, de suspendre l'autorisation de la culture du maïs MON 810. Pourquoi l'Allemagne a-t-elle pris "une clause de sauvegarde" contrairement à la France, dont la voix portée ici par Christine Lagarde, a prétendu "qu'il ne fallait pas se précipiter, et qu'il fallait donner du temps au temps".

L'Allemagne, comme bien d'autres pays d'Europe, a décidé un moratoire sur le MON 810, non pas à cause de l'article de Greenpeace, mais à cause de l'insuffisance d'évaluation environnementale du dossier initial du MON 810, notamment en ce qui concerne les effets sur les insectes non ciblés, y compris les abeilles, indispensables à la pollinisation de bien des espèces végétales.

Les arguments scientifiques portés par les différentes instances ne convergent pas vers une position de consensus. Il s'agit de veiller à appliquer un principe de précaution, dont on voit qu'il n'a pas été appliqué et qui consiste à se poser la question des vrais critères d'autorisation et de contrôle dans les choix réglementaires.

Et lorsque certaines voix, et notamment celle de Frédéric Jacquemart, membre de la Commission du Génie Moléculaire, s'élèvent pour dénoncer le déni d'information de la part du ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables, qui n'a pas réellement demandé l'instruction sur l'autorisation de commercialisation du maïs MON 810 à la Commission du Génie Moléculaire, c'est toute l'opinion publique qui est prise pour otage. Quelles sont les motivations réelles pour aller à l'encontre du principe de précaution : la protection de quelques lobbies industriels ? La défense d'un passe-droit injustifié à l'entreprise Monsanto ?

par yoann derriennic

webographie :

<http://www.greenpeace.org/raw/content/france/detectivesOGM/liens-documents/kit-ogm/etudes-sur-les-effets-du-mon81.pdf>

jean- paul ganem

par claire boucl

Jean-Paul Ganem, peintre environnemental, aborde l'activité humaine dans le paysage, de manière à intégrer une création artistique à un processus de production, pour surprendre et questionner l'acteur et le spectateur du paysage, en France et à travers le Monde. Depuis 1992, il travaille notamment en étroite collaboration avec des agriculteurs. En 2000-2002, le Cirque du Soleil à Montréal au Canada lui propose de créer une installation sur leur jardin. Le regard de Jean-Paul survole les pelouses pour s'arrêter sur un immense cloaque, une décharge de 100 ha, ancienne carrière entourée d'habitations, souffrant des émanations pestilencielles et de l'immense dégradation esthétique de ce lieu autrefois bucolique, peint par de nombreux artistes au début du siècle. Il y avait un devoir de réhabilitation et Jean-Paul propose d'y créer son installation. Un artiste qui stimule des rencontres entre les hommes et le paysage. Interview !

Comment est née ta carrière artistique ?

J'ai commencé à avoir une occupation principale en tant qu'artiste par hasard, mais les choses se font souvent comme ça, à travers des études de dessin. J'ai commencé par la peinture, j'ai beaucoup peint le paysage. Un jour je me suis rendu compte que les couleurs du paysage évoluaient très vite tous les jours. En tout cas, bien plus vite que je peignais mes tableaux et donc un jour j'ai voulu entrer dans le paysage et jouer directement avec ses couleurs.

T'intéressais-tu déjà à l'art environnemental et à des artistes en particulier ?

Dans ma vie, un artiste a été une révélation, Christo. Alors je ne sais pas si c'est un art environnemental, c'est plutôt de l'art monumental. Je n'étais pas encore artiste et je me souviens avoir eu une grosse émotion lors de l'emballage du Pont-Neuf, de voir les gens y travailler d'abord puis de le voir emballé.

Christo dit de son travail qu'il couvre pour mieux découvrir. En quoi l'emballage du Pont-Neuf t'a tant ému ?

Encore maintenant, quand je passe devant, j'y pense. Comme dans toutes les bonnes œuvres d'art, il y a quelque chose qui change dans ton esprit, ou plutôt, il y a un élément de plus à ta façon de voir et de ressentir la vie, c'est valable aussi pour quelques films ou quelques œuvres musicales. C'est ça le travail de l'artiste, révéler des choses que l'on ne voyait pas auparavant.

C'est un peu la démarche que tu as en travaillant dans les champs. Pourrais-tu me raconter ta première expérience de collaboration avec un agriculteur ?

Oui dans une certaine mesure, car moi aussi en créant des surprises dans des paysages j'ai l'espoir que le spectateur sera par la suite plus attentif au travail de l'agriculteur, à l'esthétique de cette activité. À ma première rencontre avec un agriculteur, je n'étais pas du tout au fait du monde agricole, j'ai eu de la chance de travailler avec quelqu'un qui était plus au courant que moi, Théophile Barbu, avec qui j'ai commencé mes projets. L'agriculteur était particulièrement compréhensif car j'étais arrivé avec des dessins impossibles à réaliser et c'est son aide qui m'a amené à comprendre ce qu'il était possible de demander, étant entendu que mes projets ont pour finalité la récolte.

Quand tu as commencé à travailler dans le paysage, tu t'es directement orienté vers les champs. Pourquoi le champ et pas un autre paysage naturel ou urbain ?

J'étais dans une résidence d'artistes à Méru, dans l'Oise, tenu par l'association Usine Éphémère où les

paysages sont agricoles, ce qui était très plaisant. C'est là où j'ai compris que l'agriculteur, y compris dans ses choix de semences, déterminait l'esthétique du paysage... Sans que pour lui cette dimension soit prise en compte... Seule la rentabilité de l'exploitation importe... Et c'est normal... Il était intéressant pour moi d'essayer de trouver un compromis entre ces deux approches du paysage : créer une œuvre en respectant les techniques agricoles.

Tu as donc travaillé avec beaucoup d'agriculteurs, était-ce parfois plus difficile quand la personne en face de toi ne comprenait pas où tu voulais en venir ?

En gros, venir sonner à la porte d'un agriculteur pour lui proposer un dessin pour son champ, c'est un événement assez violent pour lui. Au niveau de la surprise en tout cas. J'ai la chance maintenant d'avoir réalisé pas mal de projets donc les gens que je rencontre sont assez rassurés de savoir que d'autres confrères ont déjà franchi le pas, je les rassure en leur disant que ce sera un projet sur une année et que je ne reviendrai pas l'année suivante. Dans 95 % des cas, ce sont des gens fiers de leur paysage, qui y ont travaillé de père en fils, ils ont vu leur père semer dans le même sens le champ, ils sèment eux-mêmes depuis toujours dans ce sens-là et le faire une année différemment, au fond, ça les amuse. Habituellement, il y a une première réaction un peu froide, puis après leur avoir présenté un peu le projet, ils sont partants. Mais il y a toujours ces 5 % d'irréductibles, qui, comme dans tous les métiers, sont réticents à tout changement. Maintenant, en fonction de la personne, je peux proposer un dessin plus ou moins complexe. J'ai pris l'habitude de proposer plusieurs dessins par paysage et d'observer les attitudes de l'agriculteur pour savoir s'il a du temps, s'il est ouvert au projet, et avec tous ces paramètres, je pousse plus loin le dessin... Ou pas. Il y a une part de compréhension de l'être humain pour développer un dessin.

Dans tes peintures, tu t'intéressais déjà beaucoup au rapport entre l'homme et le paysage, pour une raison particulière ?

En fait, je suis un gars de la ville, sans attache

campagnarde ou paysanne, je n'ai eu aucun rapport avec la nature jusqu'à l'âge de 23-24 ans donc je n'étais pas du tout intéressé par la nature. Cette résidence artistique à Méru, avec les Usines Éphémères, a été une révélation car c'est là où j'ai découvert, à l'âge adulte, le paysage, tout simplement. C'était très fort pour moi, le rythme de la nature, les horaires, les sons et j'ai commencé à peindre le paysage là-bas. Ça m'a beaucoup marqué et permis de découvrir cet univers adulte et non pas enfant, cela m'a donné envie d'en parler. J'avais comme un regard extérieur, ce n'est pas une chose qui m'appartenait du tout, le paysage. J'aurais eu un rapport différent avec le paysage si je l'avais connu enfant.

Quelle est la sensation la plus forte que tu éprouves dans la création de tes projets et à quel moment ? Au fond, pendant que je travaille la terre et que l'on pose les piquets dans le champ, je suppose l'œuvre. C'est-à-dire que je ne la vois jamais réellement. Il y a un côté assez mystérieux et angoissant. Puis, un mois après, en général, on commence à voir apparaître le dessin dans les différences de verts et les tailles plus ou moins hautes des plantes semées. Souvent, je rentre chez moi et n'ai pas l'occasion de revenir avant plusieurs mois et le fait de voir le moment où la nature commence à pousser avec le printemps, c'est vrai que c'est très excitant. Mon travail est fait et la nature parfois crée des surprises. Il y a toujours des détails qui font que le dessin n'est pas comme prévu. J'aime beaucoup aussi tous les tracés très réguliers du tracteur, cette esthétique agricole me touche. Je discute beaucoup avec les gens de la région pour voir toutes les possibilités en terme de variétés de plantes, de types d'agriculture... Chaque région en France a ses manières de faire, ses tracteurs, tous les facteurs sont très variables.

Pour le Jardin des capteurs à Montréal, tu as travaillé avec une association environnementale, Jour de la Terre, en quoi cela a-t-il changé ton appréhension du travail ?

C'était très important de travailler avec Jour de la Terre. D'abord j'avais déjà travaillé avec eux sur des

projets agricoles et là c'était d'autant plus nécessaire car sur un tel site pollué, il y avait un devoir de respect environnemental important. Le fait de faire ce projet avec Jour de la Terre a permis une réalisation totalement biologique, on n'a jamais mis le moindre produit phytosanitaire. On a aussi travaillé avec l'Institut de Recherche en Biologie Végétale de Montréal qui a déterminé quelles plantes correspondaient le mieux à un site si particulier. Au fond, moi je suis artiste, j'ai une conscience environnementale mais pas les connaissances, même si un peu plus maintenant. Je suis néophyte dans ce domaine et je préfère m'entourer de gens qui ont les connaissances nécessaires, capables de répondre aux questions précises et d'intervenir si besoin. J'apprends, même au niveau personnel, je trie mes déchets, je fais mon compost, je fais attention à l'eau, j'essaie de trouver des moyens moins polluants pour vivre. Notre génération ne l'a pas appris à l'école, nous apprenons petit à petit, nous l'enseignons à nos enfants mais nous ne le faisons pas naturellement, on le fait parce que nous sommes en accord avec cette volonté de vivre plus en respect avec notre environnement.

Au travers de tes projets, en amenant les gens à porter plus d'attention au paysage, tu véhicules un message écologique.

Effectivement, il y a la dimension esthétique mais aussi la dimension du travail de l'homme car j'interviens dans des lieux d'activités humaines. Une glorification de ces hommes qui travaillent avec la terre ou qui travaillent le paysage, et qui parfois sont vus comme des pollueurs, me permet de les intégrer à une démarche environnementale tout en leur montrant que leurs choix, de semences par exemple, ont une dimension esthétique, qu'ils le veulent ou non. Au lieu de les montrer du doigt, on les intègre au processus pour leur permettre d'abord de montrer l'amour qu'ils portent au paysage et peut-être les sensibiliser, les faire évoluer de l'intérieur.

site web : www.jpganem.com

mademoiselle bio

Interview de Violette Watine,
fondatrice de Mademoiselle Bio,
un espace de vente et de conseils
en ligne qui vous propose
des produits uniques, éthiques et chics,
pour une beauté engagée.

par tiffanie giraud avec l'aide de claire boucl

1. la cosmétique bio

Quelques détails au sujet des label BIO ?

Sur le marché de la cosmétique naturelle, le problème est qu'il y a tout et n'importe quoi. Il y a des produits qui n'ont de naturel que le nom et le discours, et à l'autre extrême, des produits qui sont 100 % naturels mais qui peuvent manquer d'un système de conservateurs efficace et nécessaire.

Au sein du marché du naturel, il y a beaucoup d'acteurs différents. Les Labels BIO ont pour vocation de mettre une barrière de sécurité, de donner une assurance aux clients sur ces produits. Un Label BIO exclut de la formulation des cosmétiques des matières critiques chimiques qui sont controversées pour leurs effets toxiques (cancérigènes, perturbateurs hormonaux...). Et il exige une certaine concentration en matières végétales issues de l'agriculture biologique.

La formulation BIO ne bannit pas systématiquement tous les éléments chimiques. Certains ingrédients chimiques non nocifs ont des qualités indispensables que l'on ne sait pas encore reproduire avec des éléments naturels. De plus, Ecocert audite la filière de fabrication des produits et garantit ainsi que tous les processus de fabrication respectent l'environnement. Ainsi, certains processus utilisés dans l'industrie classique sont exclus dans la fabrication de cosmétiques BIO comme l'irradiation.

Même si nous aimerions qu'ils soient encore plus exigeants, les labels sont rassurants pour les clients. Ils n'ont plus à étudier la liste des ingrédients avant de faire leurs achats.

Quelles spécificités en terme de qualité (textures, parfums, propriétés) différencient les produits cosmétiques bios des produits conventionnels ?

Ce qui différencie les cosmétiques BIO des cosmétiques traditionnels sont les composants ; d'une part les cosmétiques BIO vont être beaucoup plus concentrés en actifs végétaux et si possible en grande majorité issue de l'agriculture biologique et, d'autre part, ils vont bannir tous les ingrédients chimiques controversés. Ensuite au sein de la grande famille des cosmétiques BIO, on a différentes typologies d'acteurs.

D'un côté les acteurs historiques qui sont sur le marché depuis des années et qui ont considérablement aidé le marché à se développer. Ils vont se situer sur une gamme de produits aux textures plus huileuses, jugées trop bucoliques, trop odorantes, par les clientes venant de la cosmétique conventionnelle. Ils paraissent parfois moins raffinés ou moins subtils.

Et de l'autre côté, on a de nouvelles marques de cosmétiques BIO qui arrivent sur le marché avec une offre plus sophistiquée et plus comparable à des produits conventionnels en termes de textures et parfums et de bénéfices appuyés par de la recherche scientifique. Cela est permis grâce à l'évolution de la demande et des efforts nouveaux portés sur la recherche scientifique végétale. Aujourd'hui

en termes de texture et de propriétés, les cosmétiques BIO ont atteint un niveau comparable si ce n'est même meilleur que les cosmétiques conventionnels. En ce qui concerne les parfums restreints auparavant à des odeurs végétales, on arrive à produire des odeurs plus subtiles ou plus étonnantes. La marque Green Energy Organics, en utilisant des molécules naturelles, réussit par exemple à fabriquer un parfum fraise "Tagada".

En quoi l'utilisation de produits cosmétiques BIO est un avantage pour le consommateur ?

On s'aperçoit avec le temps que des molécules apparemment inertes et non toxiques immédiatement pour la peau peuvent être des perturbateurs hormonaux. Elles sont reconnues aussi pour avoir des effets cancérigènes par accumulation au fil du temps, car la peau ne sait pas éliminer ces molécules chimiques qu'elle ne connaît pas. Donc beaucoup d'études scientifiques préviennent du danger sur certaines molécules. Mais, au vu des enjeux financiers, les lobbies scientifiques de la cosmétique conventionnels nient le danger. Ainsi, la communauté scientifique n'a pas encore tranché, donc il y a débat. Et la matière est dite "controversée".

Malheureusement aujourd'hui, une grande quantité de molécules chimiques sont fortement critiquées, et il y en a de nouvelles à l'étude que nous connaissons bientôt. Cependant petit à petit la communauté scientifique objective fait évoluer les connaissances et donc les consciences. Et les autorités sanitaires interdisent peu à peu ces substances en ayant donné le temps nécessaire à l'industrie conventionnelle de prendre leurs dispositions pour les reformuler. Les marques de cosmétiques BIO visent à utiliser au minimum les ingrédients chimiques et ceux qui sont utilisés sont ceux où nous avons le plus de recul. Donc, nous savons que ces molécules chimiques sont inertes pour le corps.

Que reprocheriez-vous aux marques de cosmétiques conventionnelles ?

Ce sont les mêmes reproches que je pourrais faire à d'autres secteurs d'activité. La loi du marché a conduit les marques à réduire les coûts pour des questions de développement économique et donc, à remplacer le naturel par le synthétique, ou à utiliser de nouveaux composants chimiques moins chers. Cette démarche de vouloir faire "plus à moindre coût" a poussé des marques de cosmétiques qui étaient à l'origine naturelles, vers des cosmétiques synthétiques. Les principaux ingrédients chimiques critiqués sont notamment les parabens, les composés organo-halogénés, les libérateurs de formaldéhydes, les phtalates, les muscs... Ils sont utilisés parce qu'ils ne sont pas chers, en changer implique de fortes contraintes économiques.

Aujourd'hui, et pour ces raisons financières, ces marques ne peuvent plus faire machine arrière. En tant que consommateurs nous sommes alors responsables, nous allons souvent vers le moins cher. Donc, d'une certaine manière, nous les encourageons dans ce sens.

2. la démarche mademoiselle bio

Quel a été l'élément déclencheur à la création de Mademoiselle Bio ?

C'est la naissance de mon fils qui m'a plongé dans le BIO car je voulais utiliser pour lui des produits sains ; progressivement, ma conscience s'est aiguisée et j'ai voulu changer et mettre à profit mes compétences professionnelles au service de mes convictions personnelles.

J'ai lancé la boutique "Mademoiselle Bio", il y a 8 mois en novembre 2006, le concept de cette boutique en ligne est de faire découvrir ce que j'appelle des pépites : de belles marques de niche, qui sont toutes au minimum bio et qui ont su créer leur univers, leurs textures au cœur d'une approche engagée en formulation et souvent humainement avec des actions de commerce équitable ou humanitaires. Ces produits proviennent des quatre coins du monde. Je suis allée les dénicher alors qu'elles n'étaient pas encore sur le marché français. Toutes ces marques montrent que la cosmétique BIO n'est pas que de la cosmétique "fleur des champs", elle sait aussi créer du sensuel, du glamour, du contemporain. En les diffusant sur Internet, je les rends accessibles au plus grand nombre. Dans mes recherches, j'ai commencé à étudier plus de 300 marques sur leur discours marketing, la réalité scientifique, leurs listes d'ingrédients, la qualité des produits, et la démarche des fondateurs et managers pour bien comprendre leurs marques. J'ai sélectionné mes marques par rapport à différents critères : l'efficacité cutanée et le plaisir, le respect de la peau et des garanties sanitaires, le respect de l'environnement (packaging, éco-conception), le respect des animaux, et le respect des hommes (par le commerce équitable). Mon engagement est de proposer des marques qui ont une vraie démarche, une vraie éthique et qui donne envie d'utiliser du BIO. Je distribue actuellement 12 marques. Et régulièrement, je vais nourrir mon portefeuille actuel pour en accueillir de nouvelles. En juin par exemple, j'ai reçu une nouvelle marque homme qui formule à base d'actifs marins (Zvonko). Vu les difficultés et problèmes liés à la biosphère marine, ils ont uniquement récolté leurs algues dans une réserve UNESCO "Man and biosphère" sur la Côte Armorique. Ainsi, ils savent que tout ce qu'ils prélèvent ne va pas déséquilibrer la biodiversité marine. Pour moi c'est ainsi que j'ai une démarche cohérente : si je veux des produits à base d'actifs marins, il me faut prendre en compte la démarche d'approvisionnement de la marque. Je suis très à l'écoute des nouvelles marques et des plus anciennes mais je déciderai de distribuer celles qui combinent sensorialité, plaisir et comportement responsable et bio. Je considère les marques que j'ai choisies comme de véritables partenaires, j'ai un contact assidu avec ceux-ci, des échanges permanents. Ma philosophie a été de ne pas uniquement choisir des marques labellisées parce que justement le travail de vérification scientifique, je le faisais préalablement. Mais, de plus en plus, je m'aperçois que les utilisateurs

ont besoin de cela pour être rassurés. Même si je sais que la formulation est sûre, le Label assure une vraie certification. C'est une garantie supplémentaire. Pour les petites marques, la labellisation coûte très cher. Mais, je les encourage vraiment à se faire labelliser. De plus sur le site Internet j'essaye de fournir beaucoup d'information, d'éduquer, d'éveiller sur le BIO et sur les marques que je distribue. J'ai mis en ligne par exemple un tableau comparatif des marques distribuées, avec tous les critères que j'ai énoncés au début de la question (bio, équitable, tests sur les animaux...); cela permet à chaque consommateur dans son âme et conscience, de faire ses choix. Je viens aussi de mettre en ligne des explications détaillées sur les obligations liées à chaque Label. C'est en permettant aux gens de comprendre les enjeux et les risques qu'ils pourront faire leurs choix. Il est très important pour moi de contribuer au changement indépendamment de l'acte d'achat.

Pourquoi avez-vous choisi Internet comme mode de commercialisation ?

Comment se porte Mademoiselle Bio aujourd'hui ?

Pour des raisons d'investissement de départ, et aussi pour rendre ces marques, non distribuées en boutiques, accessibles à un maximum de personnes. Cependant, j'espère pouvoir un jour ouvrir une boutique ayant pignon sur rue, lorsque j'aurai les moyens financiers d'investir.

Le lancement est très encourageant, car j'ai fait un vrai pari en voulant distribuer de la cosmétique BIO "glamour" et de nouvelles marques inconnues en France. Les témoignages de mes clientes sont très favorables. La vente sur Internet pour de la cosmétique peut être un frein : on ne peut ni sentir, ni toucher les produits avant de les acheter. Donc, il faut faire confiance. Heureusement, les marques choisies sont d'une grande qualité. Donc, la presse et les supports média m'ont réellement soutenue et aidé à les faire connaître. Je les remercie beaucoup de m'avoir donné une place dans leurs magazines. De plus mes clientes sont très fidèles, c'est une énorme satisfaction. C'est un gage de qualité des produits. Mes marques sont aussi très contentes du volume de produits vendus. Aujourd'hui c'est réellement positif ; Pour le reste, je reste réaliste car Mademoiselle Bio est une petite entreprise qui démarre et qu'il faut développer afin qu'elle devienne pérenne et viable. J'essaye d'apporter plus de services qui me paraissent importants comme le "diagnostic beauté" qui donnent des conseils pratiques aux femmes tant sur leur peau que sur leur style de vie, tout en leur proposant la sélection de produits adaptés à leur peau et à leurs préoccupations. En fait, j'essaye d'offrir plus que des produits en créant un univers qui éveille à la beauté engagée.

site web : www.mademoisellebio.com

vivre bio à maui

“World Wide Opportunities on Organic Farms” (WWOOF’ing) par florence martin

Maui, avec ses 1883 km², est la deuxième des huit îles principales constituant l’archipel d’Hawaï, état des Etats-Unis se situant à 3 900 km au sud-ouest de San Francisco, au beau milieu du Pacifique. Maui est née de l’union entre deux masses volcaniques, aujourd’hui séparées par un isthme, ce qui rend sa terre très fertile. Maui a gagné sa réputation d’île agricole. Sur les flancs du volcan Haleakala, dans la zone de Kula se trouvent de nombreuses fermes de fleurs, fruits et légumes; la diversité des variétés est impressionnante, tout pousse grâce au climat ensoleillé et humide. Les protéas et les hibiscus sont les fleurs emblèmes d’Hawaï qui servent à fabriquer les fameux colliers de bienvenue, mais on trouve une multitude d’autres variétés fascinantes comme le gingembre sauvage, avec sa profusion de fleurs blanches.

L’agriculture biologique y est développée dans des petites exploitations la plupart du temps. Le choix du bio n’est pas uniquement lié à un mode de culture plus respectueux de l’environnement. Il s’agit d’un véritable état d’esprit, marqué par le respect du cycle de vie de toutes les espèces, y compris les vers, insectes, mauvaises herbes etc. A Maui, la terre est cultivée en connexion avec son énergie vitale, aussi appelée “MANA”. Mana est un mot évoquant la magie, l’énergie, et les vibrations émanant de la terre. Ceux qui sont

à l’écoute et qui acceptent de partager cette énergie peuvent s’en imprégner à leur tour. Mana, c’est le respect et l’amour que l’on retrouve et partage dans la nourriture issue de la cette terre généreuse. Mana, ce sont les vibrations qui vous lient avec la Terre. Ainsi, l’agriculture bio à Maui rencontre des héritages culturels favorables.

De nombreux hippies, loin des images stéréotypées que l’on s’en fait aujourd’hui, sont venus s’installer à Maui dans les années 1960-1970 et l’on retrouve ainsi dans beaucoup de fermes une ambiance très New Age, loin des complexes touristiques bétonnés où affluent les masses de touristes états-uniens venus pour célébrer un mariage ou passer une lune de miel. La vague hippy a rejoint les héritages polynésiens (ce sont les Tahitiens qui ont découvert Hawaï) à travers la spiritualité et la quête du “Mana”. Pour eux, la terre n’est pas vue comme un outil ou une entreprise à but lucratif. D’ailleurs, les longues heures de labeur qu’elle demande sont rarement source de profit. Souvent, les agriculteurs gagnent aussi leur vie grâce à une activité annexe. Néanmoins, la tentation de passer à des modes de culture plus intensifs est absente. Les vers et les insectes ne sont pas vus comme un fléau à éradiquer, au contraire, ils contribuent à l’harmonie du système. Les surfaces cultivées sont alors une véritable explosion de vie où cohabitent papillons, coccinelles, vers de terre et même parfois quelques

dindes sauvages ! La terre dégage une sensation d’harmonie issue d’un travail collectif entre des êtres humains, des espèces végétales et animales.

A Maui, on cultive la terre comme on cultive l’esprit, en méditant, en faisant acte de présence à soi et au monde. Il s’agit de sortir de soi pour être présent à la terre, au-delà de toute pensée trop envahissante, trop lourde et superflue à la fois.

A travers cette vision de l’agriculture biologique nous est présentée une manière plus spirituelle de vivre notre rapport à la Terre, aux hommes et au développement durable en général. Il ne s’agit pas là de confondre spiritualité et développement durable, ou encore de le réduire à une vision très mystique, éloignée de ses véritables enjeux. Néanmoins, il s’agit de présenter une manière de vivre le développement durable à laquelle nous ne sommes pas confrontés de manière globale en France ou en Europe. Cette expérience montre à quel point les valeurs du développement durable sont ancrées dans les modes de vie des agriculteurs bios d’Hawaï, comme héritage culturel et comme manière de construire le futur. Le développement durable est intégré dans l’action quotidienne, si bien que ce mot “valise” ne fait quasiment pas partie de leur vocabulaire. Il est vécu sans que personne ne le cite. Les concepts sont acquis donc les gens n’ont pas besoin de parler sans cesse de développement durable, comme s’ils ajoutaient à chacune de leurs actions un supplément d’âme ou une conscience accrue des changements impératifs à accomplir. On ne peut pas en dire autant de nos sociétés, où l’on débat, discute et pense le développement durable plus que l’on ne le vit réellement. En France et en Europe, le développement durable fait l’objet d’un discours très rationnel où chaque concept est savamment étudié. Le développement durable se pense, et devient une image ou un concept marketing.

A Hawaï, le développement durable n’est pas un

concept marketing, mais une expérience, un mode de vie et de pensée tourné vers la spiritualité et l’interaction avec la Terre. Bien évidemment, l’expérience de Maui ne cherche en rien à éradiquer l’acte de penser qui permet de prendre du recul et de créer, mais peut mettre en garde contre l’instrumentalisation de la pensée au service de l’image marketing, fade et artificielle que peut prendre le développement durable dans nos sociétés. Maui est une inspiration pour vivre le développement durable comme une manière d’être présent au monde, sans décalage entre le concept et l’expérience.

Si vous souhaitez vivre une expérience de ce goût, et découvrir différentes manières de vivre le développement durable, et notamment l’agriculture biologique, le WWOOF est une association d’origine anglaise, créée en 1971, dont le sigle signifie : World Wide Opportunities on Organic Farms. Cette association vous permet de vous rendre en tant que volontaire sur une ferme biologique à peu près partout dans le monde. Ce système existe en France et en Europe également ; il est donc parfaitement possible de choisir de partir dans des contrées plus proches de chez soi, où l’avion, extrêmement polluant, n’est pas le mode de transport incontournable.

Le principe du WWOOF’ing est d’échanger quelques heures de travail par jour contre le gîte et le couvert. Au-delà de l’apprentissage des méthodes d’agriculture biologique, c’est une occasion de s’immerger complètement dans un autre cadre de vie et une culture différente. Faire du WWOOF’ing demande un engagement fort, et une capacité à s’adapter à un environnement souvent surprenant à nos yeux occidentaux, et urbains ! Etre un WWOOF’er c’est s’engager dans un parcours initiatique.

A Maui, l’expérience se veut particulièrement spirituelle. Plusieurs fermes portent d’ailleurs le nom de sanctuaire... Ce sont des lieux quasi sacrés, où culture rime aussi avec yoga et méditation. Idéalement, l’engagement est de 3 mois, ce qui correspond au cycle de croissance moyen des végétaux. Le mode de vie végétarien est aussi de rigueur... Les émissions de méthane ne sont pas élevées à Hawaï car l’élevage de ruminants n’est pas répandu (les vaches sont surtout reconnues pour les vertus de ce qui pousse dans leurs bouses...), Hawaï dévoile un visage méconnu des Etats-Unis : les Mc Donald sont quasi inexistantes et le nombre d’obèses beaucoup moins élevé. Le régime alimentaire est très vert, de par la diversité des herbes et végétaux qui poussent : laitues, choux, courgettes, basilic, menthe mais aussi de nombreuses variétés asiatiques comme le shiso ou le gingembre. Les fruits tropicaux comme les bananes (il faut goûter les fameuses petites “apple bananas”), les papayes, les noix de coco, les ananas ou encore les fruits de la passion poussent également à profusion.

Le cœur du voyage spirituel se situe cependant ailleurs. Cultiver bio à Maui, c’est avant tout apprendre à se libérer des pensées qui séparent notre être du moment présent et nous éloignent de l’amour. C’est apprendre à connaître le pouvoir des vibrations, des énergies qui circulent entre les êtres et la terre. C’est mieux comprendre le karma, cet échange d’énergies qui est le miroir de nos paroles et actions, cette réciprocité selon laquelle “What you give gets back to you”. C’est apprendre à vivre le moment présent, et à être le changement plutôt que de le penser.

webographie : www.wwooof.com des guides et des sites existent pour chaque pays
www.wwooof.fr en France
www.wwooof.org/euromap.html en Europe

araliya design

par arnaud legrand

un espoir après le tsunami

les microcrédits et le commerce équitable
au service des pays émergents

contact :
caroline bonne
www.araliyadesign.com
06 79 85 73 05
pierre et ionie sillière
silvic@wanadoo.fr
02 33 67 01 55

Le 26 décembre 2004 à 6 h 58, un tremblement de terre d'une puissance de 9 sur l'échelle de Richter se déclenche au large de l'île indonésienne de Sumatra. Cette onde sismique sous-marine d'une violence inouïe fend l'océan indien à une vitesse de plus de 800 km/h et induit en surface un tsunami se dirigeant droit sur les pays avoisinants. A 9 h 45, la côte Est du Sri Lanka est touchée par la vague meurtrière, qui rebondit ensuite sur l'Inde pour heurter 30 minutes plus tard la côte Sud-Ouest du pays. Le tsunami, phénomène inconnu de mémoire d'homme au Sri Lanka, fait 35 222 morts et disparus, déplace 516 510 personnes sur les routes, détruit 17 000 bateaux de pêche, et dévaste 49 233 maisons. Nombre de pêcheurs disparaissent dans la catastrophe, laissant de nombreuses femmes et enfants sans ressources.

toujours l'urgence, deux ans après

Au cours des semaines suivantes, l'armée sri lankaise réunit les survivants des zones littorales les plus dévastées dans des camps temporaires installés dans l'urgence par des organisations non gouvernementales près de la capitale du pays, Colombo. Deux semaines après le tsunami, le gouvernement du Sri Lanka interdit l'adoption, même pour les couples sri lankais, afin de prévenir le tourisme sexuel. Plus de deux ans plus tard, plusieurs centaines de personnes, essentiellement des femmes et des enfants, vivent sans la moindre ressource dans des baraquements de fortune en bois dans un camp situé à Moratuwa, dans les faubourgs de la capitale à quelques rues des centres commerciaux du centre ville.

Ces enfants abandonnés à eux-mêmes souffrent de malnutrition et de conditions d'hygiène déplorable. Malgré les nombreux dons et subventions internationales envoyés du monde entier suite au tsunami, le gouvernement sri lankais n'a aujourd'hui toujours rien fait pour ces personnes, à part les avoir déplacées à des dizaines de kilomètres de leur village. Pour ces enfants vivant sans aucune protection, il existe un risque réel d'être kidnappés et enrôlés de force en tant qu'enfants soldats par les rebelles tamouls du LTED pour être envoyés au front de la guerre civile dans le nord du pays.

les microcrédits au secours des réfugiés

Malgré l'inaction des autorités locales, des initiatives existent pour aider cette population laissée à elle-même. Pierre et Ionie Sillière, un couple franco-sri lankais vivant en Normandie, tente de récolter des fonds en France pour financer la reconstruction de maisons et redonner le sourire à ces familles en détresse. Grâce à leur action, le camp de Colombo devient par moments un endroit qui respire l'espoir et où résonnent les rires d'enfants. Avec l'aide de Priyani Kellman, véritable Mère Theresa du Sri Lanka dévouée à la cause de ces réfugiés, ils ont mis en place un système de microcrédits pour payer des outils à ceux désireux d'exercer leur métier.

En relançant son activité et en vendant ses chaises sur les marchés de Colombo, ce menuisier a ainsi pu revenir enfin dans son village et redémarrer sa vie avec sa famille. Les enfants du camp suivent également des cours dans une école dirigée par cette femme. Dans une autre école de Matara, une des villes du Sud-Ouest les plus touchées par le tsunami, ils financent également une piscine afin de ré-acclimater progressivement à l'eau les enfants encore choqués par la vague géante et incapables d'approcher l'océan. Même si la tâche paraît immense tant la détresse de cette population est palpable, ils espèrent pouvoir rendre leur dignité à ces réfugiés de l'oubli pour que ce camp ne soit plus qu'un jour un mauvais souvenir.

les femmes du commerce équitable

Très peu d'initiatives gouvernementales sont également destinées aux femmes ayant survécu à la catastrophe. De nombreux pêcheurs ont disparu et le tourisme tarde à revenir, ce qui rend précaire la situation de nombreuses familles dans la région. Araliya Design, est basée à Hikkaduwa sur la côte Sud-Ouest du Sri Lanka, une ville touristique ayant subi de plein fouet le tsunami. Cette petite entreprise de design d'accessoires éthiques a été créée en 2005 par deux françaises, Caroline et Chrystelle. Elle a pour mission d'offrir du travail à des femmes en situation difficile suite au tsunami, via la fabrication d'accessoires de mode en coton dans une logique de commerce équitable.

Le travail quotidien de ces femmes leur permet de survivre dans un contexte économique et social encore très marqué par le tsunami. Les pendentifs, médaillons, sacs et autres coussins confectionnés dans l'atelier sont vendus entre autres sur internet et dans les boutiques du Marais à Paris (Les Touristes). Forts de leur vif succès en France, ces produits originaux et tendance permettent aux ouvrières d'obtenir un salaire mensuel de 8 000 roupies (70 Euros), soit deux fois plus que le SMIC local d'une femme travaillant dans une usine de textile traditionnelle. A cela s'ajoute également une journée de congé par semaine et à chaque pleine lune, un mois de congés payés annuels, ainsi qu'une mutuelle annuelle pour elles et leurs familles de 4 000 roupies (35 Euros). Suffisant pour faire briller une lueur d'espoir dans les yeux d'une personne ayant tout perdu.

Aujourd'hui, Araliya Design fait ainsi travailler avec brio 6 femmes talentueuses tout en respectant les valeurs du commerce éthique et du développement durable, à savoir une rémunération et des conditions de travail décentes, la maîtrise de la valeur ajoutée et de la qualité des produits, ainsi qu'un minimum d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur. Demain, Araliya Design souhaiterait continuer son essor en embauchant d'autres femmes sur place et en développant ses ventes dans d'autres grandes villes européennes. La micro-entreprise prévoit pour cela de créer de nouvelles gammes de produits manufacturés, toujours de très haute qualité, si possible en coton biologique.

les talons à l'unisson

why bother?

par giovane sainte-beuve

Je ne sais si vous êtes une Carrie Bradshaw dans l'âme mais la Parisienne qui se respecte est obligatoirement une inconditionnelle des souliers. Et ce d'autant plus que les soldes arrivent à grands pas. Je ne dis pas qu'il faille ressembler en tout point à l'héroïne de Candace Bushnell étant donné que Manolo Blahnik ne s'est pas encore implanté en France en dehors de quelques dépositaires épars et confidentiels. Mais la consommatrice avisée qui tient à suivre la tendance au plus près n'aura pas manqué l'occasion de s'offrir une paire de chaussures à semelles compensées.

Même si toutes les grandes maisons de couture sont interdites d'accès aux moindres étrangers afin de garder les secrets des futures collections de prêt-à-porter et d'accessoires, il n'en reste pas moins qu'il y a toujours des fuites. Ce qui conduit à coup sûr les différents créateurs à se retrouver inmanquablement concurrents sur les grandes lignes qui marquent chaque saison. Cet attribut sans lequel la femme ne saurait vivre déceimment transforme la moindre créature aux allures les plus banales en sirène aux jambes sans fin et à la démarche des plus nobles. Cela tombe bien car si elle souhaite descendre une allée digne de son état, elle n'a qu'à se rendre sur l'avenue Montaigne pour faire du shopping. Elle n'aura aucun mal à trouver de hauts souliers sur lesquels se percher puisque toutes les vitrines en regorgent. Depuis la rotonde de Paul & Joe, aux jardins récemment aménagés, jusqu'à la nouvelle et flambant neuve boutique Dolce & Gabbana sans oublier Gucci à l'angle du rond-point des Champs-Élysées pour clore le côté ombragé des pairs, en passant sur l'autre trottoir plus ensoleillé des impairs, chaque élégante peut trouver blessures et chaussures à son pied. Car comme le proclame si bien l'adage : ne faut-il pas souffrir pour être belle ?

La plus petite "sandale", présente chez Louis Vuitton, mesure au bas mot 9 centimètres alors Mesdames, je vous tire ma révérence car il est peu d'hommes qui pourraient accuser le coup. Les chasseurs et bottiers, que l'on retrouve aisément sur leur site web respectif, désignent ces produits

sous une seule et même appellation : sandale. Mais en français, ce vocable se réfère à une chaussure légère telle une spartiate qui ne couvre le pied que par de longues lanières¹. Seul Louis Vuitton alterne avec la mule qui répond au doux nom de "Juan les Pins" mais sans que la différence soit notable ; la principale résiderait dans l'épaisseur de ladite base. Dior propose quant à lui une alternative avec le "clog", terme anglo-saxon qui pourrait se traduire par : gros brodequin à semelle de bois². Il semble effectivement que la spécificité de ce nom soit sa matière mais il n'est que peu adéquat car le "My Dior"³ n'entrave en rien le pied. Le verbe "clog" signifie aussi entraver, boucher. Ce qui s'applique parfaitement à un brodequin dont l'utilité première était de serrer les jambes d'un condamné pour le soumettre à la question. C'est pourquoi, d'après ces questions de sémantique, je prends parti pour l'expression amplement galvaudée dans le langage contemporain de "compensés". Si l'on sait que l'homme est un véritable carnivore, on apprend aussi qu'il ne perd rien car la peau est réutilisée à merveille par John Galliano pour la teindre en

camel et écriu et orner les pieds de ces dames. Faute de goût toutefois : le clog est en imitation de python gris ! Cela a peut-être du bon pour le serpent d'élevage qui sauve ses écailles mais pas pour l'esthète. Enfin, les cornes des carcasses de vaches sont découpées et polies afin de servir de talon au brodequin.

Le luxe ultime incarné par les peaux précieuses, véritables cette fois, se trouvent chez Paul & Joe, Bottega Veneta ainsi que Chanel. Sur un talon carré et un socle biseauté posé sur une semelle de caoutchouc naturel, une empeigne de python argent moiré recouvre la partie supérieure du pied. Je n'ai pu connaître la provenance de la peau tout en penchant intérieurement pour l'Asie où l'animal n'est pas protégé et le bois d'Amérique du Sud où son prix est peu onéreux. Cela contribue cependant à la déforestation de la jungle équatoriale. La créatrice Sophie Albou a surenchéri avec un autre exemple en cuir vernis et un tissu brodé de fleurs d'argent qui pare délicatement une semelle pleine en liège. Cette matière est certes naturelle mais il faut relativiser car l'écorce de ce chêne producteur met une trentaine d'années à se reformer. Le summum de l'élégance échoit à Karl Lagerfeld qui a créé un échantillon de "sandale en alligator noir sur semelle compensée reliée au talon par une perle". Un second spécimen en cuir vernis, laqué métal et PVC, à la portée de toutes les bourses, attirera l'attention lors du dernier défilé Chanel au moyen de ses nombreuses variantes

propres à la marque : noir, blanc, or et strass. Je retiendrai de cet exemple que les matériaux bon marché et polluants occupent la première marche du podium et se revendent à des prix faramineux à l'aide d'une simple étiquette au double C inversé.

Le reptile a aussi inspiré Thomas Mayer qui en a enveloppé tout un modèle de compensé dont la hauteur record est au bas mot de 12,5 centimètres. Le plateau, l'empeigne, le contrefort et la bride sise au niveau de la cheville sont tout de ce squame revêtus. Si la cambrure est en outre adaptée à certaines, les autres doivent subir le martyre sur ces gratte-ciel ambulants ; ce qui engendre de graves problèmes dont je ne citerai que les trois principaux :
- l'hallux valgus : une déformation du pied correspondant à la déviation du premier métatarsien en varus (en dedans) et du gros orteil (hallux) en valgus (en dehors)
- la scoliose
- le syndrome de Morton : coincement d'un nerf au niveau du métatarse et dû à la marche répétée sur talons hauts.

Je laisse le soin à votre podologue de vous indiquer les autres déformations en résultant. Qu'il est bon d'être un homme pour qui la mode reste plus terre à terre avec des mocassins ou des tongs en vue d'être mieux en contact avec le bitume nourricier !

à suivre...

changer nos habitudes

réduire par 4 nos émissions gaz à effet de serre par yoann derriennic

webographie:

www.caissedesdepots.fr

www.wwf.fr/s_informer/calculer_votre_empreinte_ecologique

www.yderiennic.blogspot.com

Selon le rapport du Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Evolution du Climat la probabilité pour que le réchauffement de la planète soit due aux activités humaines est supérieure de 90 %, soit en langage scientifique une certitude non pas probable mais certaine.

L'impact de l'activité humaine sur le réchauffement de la planète est particulièrement élevé au sein des économies développées et des indicateurs, comme celui de notre empreinte écologique ou celui le bilan carbone permettent même d'en déterminer un niveau de gravité.

Pour reprendre l'étude WWF, nous savons en effet que nous vivons au-dessus de nos moyens, autrement dit, nous exploitons les ressources naturelles au delà de la capacité de la planète à les produire. L'empreinte écologique est mesurée par hectares globaux et par habitants, et elle est selon les pays de :

- en Chine : 1,54
- en Allemagne : 4,71
- en France : 5,3
- au Koweït : 7,75
- aux Etats-Unis : 9,7

... Quand en parallèle la capacité d'absorption nette réelle de la planète se situe autour de 1.8 hectare par habitant. C'est donc pour cette raison que dans les conditions actuelles, l'équivalent de près de 3,4 planètes sont nécessaires pour maintenir nos modes de vies. Si l'on veut résoudre ce défi

antagoniste entre croissance et préservation des équilibres environnementaux, il convient donc de passer à d'autres modes de fonctionnement, de faire évoluer les comportements, d'optimiser les moyens existants comme c'est le cas pour le recyclage, de procéder à des ruptures technologiques en favorisant les énergies dites renouvelables.

Pour insuffler une démarche allant dans ce sens et agir au niveau local, et notamment dans les entreprises, il n'existe pas encore de cadre réglementaire fixant le cap à suivre. Le rapport du 3 juillet 2006 présenté

par Christian de Boissieu, remis à Nelly Olin, ministre de l'Ecologie et du Développement durable, et François Loos, ministre délégué à l'Industrie, sur le thème de la "Division par quatre des émissions de gaz à effet de serre de la France à l'horizon 2050", est donc en terme d'orientations et d'objectifs le principal outil d'élaboration d'une politique énergétique respectueuse des contraintes de l'environnement.

Dans un contexte pour le moins encore laxiste et peu contraignant, il est donc remarquable de noter l'initiative et l'attitude de certaines entreprises ayant choisi de passer à une logique pro-active. A ce titre, l'exposé de Claire Boasson, Directrice de projet Développement Durable de la Caisse des Dépôts, lors de la première journée d'étude green is beautiful® mérite d'être salué.

Conformément à l'éthique de la Caisse des Dépôts,

à savoir veiller à la bonne performance des fonds financiers qui lui sont confiés et veiller à l'intérêt général et à l'équité sociale, une démarche de réduction drastique des gaz à effet de serre a été mise en œuvre dont l'objectif à terme est la "Neutralité Carbone".

L'approche est fondée sur le principe d'efficacité dont le but est justement de concilier l'écologie et l'économique, pour que ces deux dernières "fassent l'amour" pour reprendre une expression chère à Serge Orru, le Président de WWF. Il ne s'agit donc pas de recourir aux habituels poncifs moraux ou éthiques mais plutôt de mettre en œuvre une démarche pragmatique, à tous les niveaux et dans toutes les régions où la Caisse des Dépôts est implantée pour aboutir à une réduction réelle et mesurable des émissions des gaz à effet de serre.

Le projet intitulé "Horizon Climat", vise une réduction par 4 des émissions de GES d'ici 2050 soit près de 3 % de réduction par an. Cela implique, pour une entreprise du secteur tertiaire, une sensibilisation importante de tous les collaborateurs et au vu de l'ampleur du projet, sourit Claire, le coût global du projet ce n'est pas la contrainte, mais le plus difficile, c'est l'énergie qu'il faut employer, c'est éreintant, car il faut convaincre, séduire, emporter l'adhésion, faire bouger les habitudes et recommencer encore et encore.

En attendant de remplir l'objectif fixé, à savoir la Neutralité

Carbone pour la Caisse des Dépôts, il a également été décidé de compenser une partie des émissions de gaz à effet de serre en finançant des projets de développement propre, en accompagnant notamment des projets sur le thème des énergies propres dans des régions où le manque se fait le plus sentir. Il s'agit par exemple de la mise en place d'un parc éolien en Inde, d'un projet d'utilisation de la biomasse aux Philippines, ou encore d'un projet de type hydro-électrique au Brésil, trois projets certifiés en tant que mécanisme de Développement Propre dans le cadre du protocole de Kyoto.

Au travers de ce programme, Claire Boasson, ne se targue pas d'un quelconque triomphalisme bien au contraire, le chemin du développement durable est encore long à parcourir et les embûches et les obstacles à l'horizon invitent davantage au courage et à l'abnégation devant les travaux encore difficiles à mener. Mais la résistance au changement est souvent une force difficile à plier dans les entreprises. Alors le mérite est d'autant plus grand lorsqu'en échange des efforts accomplis, la seule rétribution pour les collaborateurs n'est pas sonnante et trébuchante mais qu'elle repose seulement sur la volonté de construire un monde vivable et équitable pour tous.

Cette expérience nous invite à d'autres espérances et également à nourrir des pistes intéressantes dans le cadre de la renégociation des accords de Kyoto au-delà de 2012 et également dans

le cadre des négociations entamées entre le nouveau ministère des transports et du développement durable et les organisations non gouvernementales dans le cadre du fameux "Grenelle de l'environnement". En effet, si l'on convient qu'il existe un véritable rapport de force en faveur des citoyens dans le cadre de ces négociations, il est dès lors possible d'espérer la mise en place de critères nouveaux fondées sur le respect de l'environnement et pouvant permettre un nouvel équilibre entre valeur économique et valeur environnementale.

A cette légitimité, il s'ajoute enfin une urgence économique pour agir efficacement en consentant un investissement raisonnable. Telle est en effet la conclusion du rapport au gouvernement britannique sur le réchauffement de la planète, de l'économiste Sir Nicholas Stern. Donc entre l'opportunité à court terme ou la nécessité à long terme d'une remise en cause ultérieure de nos modes de vie, espérons que les messages seront bientôt encouragés d'une réelle volonté politique inscrite dans le marbre de la réglementation. Alors quand l'écologie rattrape l'économique, la boucle est presque bouclée, la nature reprend ses droits, et l'on se prend à espérer d'une véritable sortie par le haut.

trop tard pour l'arctique ?

better green than dead
2007/2008 année polaire internationale

par loïc fel

125 ans après la première Année Polaire Internationale (API) et 50 ans après l'Année Géophysique Internationale (AGI), la communauté scientifique internationale et les pouvoirs publics organisent la 4ème Année Polaire Internationale en 2007-2008.

Ce programme regroupe de nombreuses recherches scientifiques menées dans l'hémisphère nord et dans l'hémisphère sud de manière interdisciplinaire. Le programme scientifique ne se limite pas aux enjeux écologiques et à la question du réchauffement climatique, mais ces thèmes sont fortement représentés et reflètent une prise de conscience mondiale. Le rôle moteur que jouent les régions polaires vis-à-vis du reste de la planète, et l'impact plus rapide que le réchauffement climatique fait subir à ces régions en font un enjeu spécifique.

La France a un rôle important à jouer, non seulement en tant qu'acteur Européen de premier plan et pour les responsabilités du monde occidental dans le réchauffement climatique déjà engagé, mais aussi en raison de sa tradition scientifique portée vers les pôles. Cette tradition est favorisée par la possession des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF), territoire d'outre-mer bien particulier dont les stations sont les avant-postes de la recherche française sur des environnements uniques. Sur les îles Kerguelen ou sur le continent en Terre Adélie qui abrite les bases scientifiques Dumont-d'Urville, sur l'île des Pétréls, et une base franco-italienne dans le continent, Concordia, une présence continue est assurée.

Personne n'ose contester une catastrophe quand elle se déploie effectivement sous nos yeux. Pour les régions du cercle polaire de l'hémisphère nord, le réchauffement sur un siècle y est plus important que partout ailleurs, 1,5 degrés Celsius de moyenne, ça paraît peu, mais n'oubliez pas que seulement 4 à 5 degrés moyens (dans l'autre sens) nous séparent d'une période glaciaire.

Les premières conséquences de ce réchauffement important se font sentir à des échelles plus vastes que prévu. Le permafrost est en recul partout en Sibérie, en Scandinavie, au Groënland et au Canada, ce phénomène dégage des terres que l'on aimerait voir utilisées pour une extension, au mieux des forêts, au pire des surfaces agricoles... La calotte glaciaire est elle-même en recul important et l'adjonction massive d'eau douce

dans l'Atlantique Nord a dors et déjà ralenti la circulation thermohaline (une sorte de tapis roulant qui apporte des eaux chaudes en Europe, c'est pourquoi vivant à la même latitude que le Canada nous avons des territoires au climat bien plus clément). Les populations animales en sont fortement affectées... Mais le pire est à venir.

Les problèmes immédiats pour les humains se font déjà ressentir. Ces nouveaux espaces exploitables vont générer de nouveaux conflits. Prenons pour exemple le passage du Nord. C'est un méandre maritime qui traverse les îles du Canada et qui relie les océans Atlantique et Pacifique. Jusqu'ici ce passage n'était praticable que par de puissants navires quelques mois dans l'année. Avec le recul rapide des glaces, ce passage devient accessible et une part de plus en plus importante du trafic se détourne. Ce passage est en effet plus large et surtout plus rapide pour passer de l'Europe au Japon ou à la Chine que le canal de Panama, il est tellement intéressant qu'il génère même de nouveaux trafics, puisqu'il rend de nouveaux échanges commerciaux rentables. De fait, ce passage est dans les eaux territoriales du Canada, mais comme leur armée ne peut pas assurer une présence permanente sur cette zone par manque de moyens, les Etats-Unis ont demandé à gérer le protectorat sur ce long chenal. En réalité, cette mainmise états-unienne permettrait à l'Union de s'immiscer dans de nouvelles affaires, c'est une stratégie militaire, politique et économique. Le Canada a acheté quelques sous-marins vétustes d'occasion mais ils ont coulé quelques mois plus tard !

Les problèmes futurs eux sont à conséquences globales, et tournent surtout autour des hydrocarbures. La zone arctique représenterait 20 % des ressources mondiales. Jusqu'ici elles n'étaient pas exploitables soit pour des raisons techniques (le sol était gelé, mais le réchauffement climatique change la donne) soit pour des raisons de coût d'exploitation (mais le court du baril au plus haut rend les exploitations les plus chères finalement rentables). Les Etats-Unis ont donc entrepris un programme d'exploitation en pleine réserve naturelle en Alaska, la Russie en Sibérie depuis quelques années déjà et surtout, le Danemark, propriétaire du Groënland, la plus grande calotte glaciaire de l'hémisphère nord, a lancé une étude d'exploitation des ressources de pétrole.

Ces projets auront deux types de conséquences graves. Premièrement elles permettront d'extraire et d'exploiter toujours plus d'énergies fossiles, sources principales du réchauffement climatique qui s'accroîtra donc plus encore... Mais le pétrole est l'opium de la civilisation industrielle, et comme tout intoxiqué que nous sommes, nous irons jusqu'à en utiliser la dernière goûte, comme les Rapa Nui de l'île de Pâques ont coupé jusqu'au dernier arbre, avant de réagir.

Le second type de problèmes sera lié à l'exploitation elle-même : en abimant des écosystèmes fragiles déjà gravement endommagés par le réchauffement climatique et en pleine mutation. Par exemple, en Alaska, BP vient de reconnaître que plusieurs de ses puits laissaient fuir du pétrole et en a fermé une dizaine. L'installation des infrastructures et

des besoins pour les personnels, des routes et ports contribuent à morceler l'environnement et à détruire des espaces naturels.

L'ours blanc, le plus grand des plantigrades, est le symbole de l'arctique en danger. On estime que la population d'ours blancs compte environ 21 500 à 25 000 individus sur la planète. Leur population est en diminution constante, d'une part en raison des polluants organiques persistants (POP) produits dans le Sud et transportés vers l'Arctique par les courants atmosphériques et marins. Ces POP sont intégrés dans la chaîne alimentaire jusqu'aux ours via le plancton, les poissons et les phoques. Les métaux lourds se concentrent dans les graisses et sont à l'origine de maladies dégénératives.

D'autre part, le réchauffement climatique cause la perte de nombreux individus surpris par la fonte de la banquise, ils sont alors isolés dans un territoire morcelé. En effet, les températures de l'Arctique ont augmenté de 5°C au cours du siècle dernier et la banquise a diminué de 6 % au cours des vingt dernières années, limitant d'autant le territoire des ours.

En raison du principe d'inertie qui préside à des phénomènes aussi complexes que le réchauffement climatique et la circulation des molécules et métaux nocifs dans l'écosystème, les interactions négatives entre des milieux sauvages aussi éloignés, et les activités anthropiques continueront bien après la cessation de nos émissions polluantes, ce qui justifierait une politique volontariste qui conjugue le contrôle des pollutions et la protection actives des espèces qui peuplent l'Arctique.

la france au banc des accusés

la france et le non respect du droit communautaire de l'environnement par yoann derriennic

La France arrêtée par l'Europe. Le rapport de Fabienne Keller, sur l'évaluation des politiques publiques en France face au respect du droit communautaire vient à point nommé au regard de la préparation du toujours d'actualité "Grenelle de l'Environnement".

Courant 2006, la sénatrice avait dressé des constats forts et formulé 11 propositions pour encourager une meilleure politique en matière environnementale :

Sensibiliser les agents publics et développer l'évaluation

1. Sensibiliser les agents publics à l'importance du droit communautaire de l'environnement ;
2. Elaborer des études d'impacts tout au long de l'élaboration du droit communautaire ;
3. Développer des analyses coûts / bénéfices du droits communautaire de l'environnement ;

Faire coïncider le temps national et les exigences communautaires

4. Se saisir en amont des travaux de la Commission ;
5. Adapter les modalités de transposition des directives ;

Renforcer l'analyse politique des projets de législation, en resserrant les liens entre les institutions

6. Conforter la place du parlement national dans l'élaboration du droit communautaire ;
7. Renforcer les relations entre le gouvernement, le parlement national et le parlement européen ;
8. Associer davantage les collectivités territoriales ;

Revoir l'organisation actuelle pour assurer une application effective et rapide du droit communautaire de l'environnement

9. Renforcer la coordination interministérielle ;
10. Simplifier les polices de l'environnement ;
11. Faire de la LOLF (Loi Organique Relative aux Lois de Finances) un outil de suivi systématique des actions entreprises pour traiter les dossiers litigieux.

Un an après, la tendance aux contentieux entre la France et l'Europe est à la décline, le nombre de dossiers est passé de 10 à 4 et le pourcentage de dossiers pendants sur le sujet de l'environnement est descendu de 41 % à 31 %.

Faut-il pour autant se réjouir de cette amélioration ?

En y regardant de plus près, il s'avère en effet que la situation est plus contrastée :

- La France encours en effet une sanction de 42 millions d'euros pour non transposition partielle de la directive sur la dissémination volontaire d'OGM ;
- La pollution des eaux par les nitrates en Bretagne fait peser sur notre pays le risque d'une sanction de 40 millions d'euros ;
- Le non-respect de la directive sur le traitement des eaux résiduaires urbaines présente le risque financier estimé entre 300 et 400 millions d'euros.

Devant les sanctions auxquelles la France va certainement devoir faire face, nous pourrions même nous demander : "Jusqu'ou obéir à la loi ?". En effet, dans la perspective du respect du droit européen, les contestations des faucheurs de maïs transgéniques prennent de fait une nouvelle coloration, la désobéissance civique serait-elle devenue le cri d'alerte pour une meilleure application de la loi européenne ?

Mais la désorganisation civique n'est certainement pas le meilleur recours et c'est en cela que la sanction européenne est doublement salutaire :

- Elle est incitative pour une évolution des pratiques en France et notamment du respect des droits réglementaires en France en faveur d'un meilleur respect des droits de l'environnement ;
- Elle est également démonstrative entre une désobéissance civique sans effet au regard du levier législatif et fiscal et de l'application de la loi.

In fine, les sanctions sont des révélateurs de l'évolution du traitement de la cause environnementale, et son rattrapage progressive progresse avec la logique économique.

Nous pouvons donc nous réjouir qu'un accord à 27 soit ressorti des dernières négociations le 23 juin et que les blocages britanniques et polonais aient été surmontés. Mais, le mini traité arraché de haute lutte, signe-t-il pour autant une adhésion des peuples européens à la cause européenne ? Il serait illusoire de le penser.

Donc, après l'Europe comme bouclier de défense de la paix et après l'Europe comme fédérateur d'un large marché économique, le temps est peut être aujourd'hui venu de redonner une nouvelle ambition fédératrice aux 27 pays. L'Europe comme

porte drapeau du développement durable ? C'est d'ailleurs sans doute cela qui a manqué en 2005 lors du référendum sur la constitution européenne, cette absence d'identité partagée sur les valeurs et les objectifs plus qu'un rejet catégorique de la cause européenne.

Le rapport de Fabienne Keller, peut il déclencher un mouvement positif de la part du très médiatique et innovant ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables, le principe de précaution peut-il devenir la nouvelle clé de voûte du gouvernement volontariste ? La décision de l'Allemagne, plus avancée dans sa réflexion écologique, d'interdire le maïs MON810 n'a pas été relayée en France. Au contraire, la culture de maïs MON810 reste autorisée en France alors même que les associations participantes au Grenelle de l'Environnement avaient levé une demande pour son interdiction.

Alors en reprenant Jean-Paul Sartre, comme "nous ne sommes que la somme de nos actes", nous attendons encore une démonstration par la preuve des ambitions de la France en matière de développement durable.

l'été de jean paul ganem

par claire boucl

les oeuvres que crée jean-paul ganem sont situées là où l'artiste n'a pas été prévu... paysages agricoles, décharge, pistes d'aéroport...

D'une manière générale, les lieux où Jean-Paul Ganem réalise ses projets impliquent une relation forte entre les acteurs du site et lui-même. Il intègre tous les paramètres techniques de l'activité qui se situe sur ce paysage pour créer ses oeuvres, réalisées avec des plantes, qui évoluent donc avec le temps. Dans les champs, l'évolution des compositions dépend des contraintes de l'exploitation : assolement, choix des semences, taille des machines, finalité du champ. Ensuite, elle est soumise au hasard des facteurs naturels comme l'ensoleillement, les précipitations, les prédateurs, les épidémies qui sont des paramètres pouvant modifier le résultat attendu.

Vous pourrez bientôt découvrir plusieurs projets de Jean-Paul Ganem dont :

- un en France dans la commune du Sancy au Mont d'Or, où 10 artistes sont invités à intervenir dans différentes communes, en Auvergne, au sein d'un magnifique paysage. Il s'agit d'un travail évolutif avec des vaches. L'apogée du projet prendra place au mois d'août.
- Un autre projet est en train de voir le jour à Montréal, il s'agit ici d'un mur végétal aromatique sur la façade du restaurant d'un centre d'arts, anciennement Fonderie Darling. L'association qui occupe le lieu s'appelle Quartier Éphémère. Le vernissage le 12 juillet, Quartier Éphémère, près du Vieux-Port.
- Le troisième projet se déroulera dans l'aéroport de Rio, la plantation est prévue à l'automne. "Les pistes d'aéroport sont un autre paysage d'activité humaine où il est possible d'intégrer une dimension esthétique, onirique, à ces lieux si neutres en général" (Jean-Paul Ganem).

les héliotropes

par florence martin

En juillet, tandis que certains courageux restent au bureau, c'est l'heure tant attendue des vacances pour d'autres. Il y a ceux qui s'agglutinent sur les plages, ou dans les festivals, ceux qui préfèrent l'aventure ou les coins perdus...

Et puis, il y a une espèce dont le job consiste à suivre le soleil toute l'année pour ne pas perdre son bronzage, sa bonne humeur et sa réputation. Être un perpétuel vacancier est une activité à temps plein pour le petit monde de la jet-set, dont l'oisiveté fait rêver, agace ou intrigue car enfin comment est-ce possible de devenir aussi riche sans jamais travailler ? Pour cette élite de l'élite, l'artificiel et l'ostentatoire sont les marques de leur réussite. Du luxe, du clinquant, du voyant : voilà les maîtres mots de ceux qui n'ont pas besoin de travailler pour gagner leur vie. Un yacht est donc un lieu parfait pour des vacances idéales, et pas pour aller faire le tour du monde. Bien souvent, ces yachts passent la majorité de leur temps au port ou à quelques encablures de la côte. Entre eux, ils s'observent, se scrutent, se

comparent. Il en va de même pour les voitures de luxe qui ne sont jamais déboussées et polluent donc plus qu'à l'ordinaire. Est-ce alors pour tenter de se donner bonne conscience que les jets setters s'engagent dans des œuvres de charité ou de protection de l'environnement ?

Ces jet setters font le bonheur des paparazzis et font jubiler ceux qui lisent les magazines people en lézardant sur leur mètre carré de plage. Certes...

Et puis après ? Ils incarnent la mobilité à outrance dans un milieu où le jet privé est l'accessoire indispensable, où il faut se rendre dans une même soirée dans différentes discothèques à Paris et Ibiza, et où il est inconcevable de faire un transfert Cannes Monaco autrement qu'en hélico. Des héliports et parkings pour voitures de luxe (exclusivement) sont bien sûr construits sur les yachts pour accentuer ce sentiment de liberté sans limites.

Enfin rassurez-vous, pour ne pas casser le rêve, le Monaco Yacht Show, événement qui a lieu chaque année en septembre a obtenu le label Carbon Neutral parce que, croyez-le ou non, le changement climatique est une préoccupation majeure dans le milieu des yachts.

webographie :

http://www.monacoyachtshow.org/home_fr.htm